

PRINTEMPS ARABE

En Syrie, combien de morts encore ?

CHRONOLOGIE

15 mars 2011. Première manifestation timide à Damas. Le 18, à Deraa, nouvelle manifestation pour protester contre la torture d'adolescents, auteurs de slogans inspirés du printemps arabe. La répression fait quatre morts. Et l'effet d'un détonateur : le soulèvement gagne d'autres villes.

30 mars. Bachar Al-Assad promet des réformes. Deux jours plus tôt, il a remanié son gouvernement. Mais le soulèvement s'étend.

Avril. La répression se durcit. Chaque vendredi, les forces de l'ordre tirent sur les manifestants. Les chars entrent dans Deraa.

Mai. Le 24, l'Europe vote des sanctions contre le régime syrien. Aux Nations unies, Chine et Russie empêchent toute décision.

Été. Premières désertions de militaires qui refusent de tirer sur la foule. Le 20 juin, Bachar Al-Assad propose un dialogue national, l'opposition syrienne refuse. Tandis que la quatrième ville du pays se soulève. Fin juillet, la répression militaire monte encore d'un cran. Plusieurs pays arabes la condamnent.

Bachar Al-Assad promet des élections et le multipartisme. Mais, un peu plus tard, écarte l'idée de quitter le pouvoir.

Septembre. Les Nations unies estiment à 2 600 le nombre de victimes de la répression.

Novembre. Le bilan des Nations unies monte à 3 600 morts. La Ligue arabe suspend la Syrie de ses instances.

Décembre. Le nombre de morts dépasserait 5 000 personnes.

ANNIVERSAIRE

17 décembre 2010 : un Tunisien s'immole par le feu. C'est le début du printemps arabe.

SANS FIN ?

En Syrie, après neuf mois de contestation, plus de 5 000 personnes auraient été tuées. Le régime syrien peut-il rester en place ?

Les jours passent et le nombre de morts en Syrie s'allonge dans la quasi indifférence générale. Quand, il y a neuf mois, le 15 mars à Damas, les premiers Syriens manifestent, ils ne sont pas légion. Et, en Occident, on regarde de loin ce « printemps syrien ». La Syrie est le dernier pays du monde arabe à se soulever et celle-ci n'est pas la Tunisie ou l'Égypte, lieux de villégiature.

La répression sanglante des manifestations, quelques jours plus tard à Deraa, aurait pu contraindre les manifestants à se taire. Elle les conforte, au contraire. D'autres villes se soulèvent. Les morts tombent. Déjà dans l'indifférence.

Nous ne sommes pas tenus en haleine, comme en Libye, par un Benghazi assiégé. Les morts ne se comptent pas par milliers en un seul assaut. Pourtant, neuf mois plus tard, plus de 5 000 personnes – dont plus de 300 enfants – ont été tuées en Syrie, selon Navi Pillay, la haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies qui s'est exprimée devant le Conseil de sécurité en début de semaine. « C'est l'exposé le plus épouvantable que nous ayons entendu depuis

au moins deux ans, a commenté Gérard Araud, l'ambassadeur de France aux Nations unies. Il est scandaleux que le Conseil, du fait de l'opposition de certains membres et du fait de l'indifférence des autres, n'ait pas pu agir pour exercer une pression sur les autorités syriennes. » Le Conseil de sécurité est « moralement responsable de ce qui se passe aujourd'hui en Syrie ».

Par quatre fois la résolution pour une intervention des Nations unies en Syrie a été bloquée par la Chine et la Russie. Et les sanctions économiques prises par l'Union européenne, les États-Unis ou même la Turquie n'ont, dans les faits, guère

Le Conseil de sécurité est « moralement responsable ».

de poids. Même la mise au ban de la Syrie de la Ligue arabe n'a pas eu les effets escomptés. Bachar Al-Assad joue la carte du pourrissement, face à une mobilisation populaire qui ne faiblit pas. À Homs, notamment, troisième ville du pays où, vendredi dernier, la répression d'une nouvelle manifestation a fait dix morts. Le pouvoir attend les exactions de l'Armée syrienne libre qui, cette semaine encore, a mené plusieurs actions pour venger la mort de civils. Le pouvoir aurait ainsi toute la légitimité d'employer la force – si ce n'était pas encore le cas – pour mater les manifestants qui ont toujours, jusqu'ici, agi pacifiquement. Les morts n'ont pas fini de tomber en Syrie. ■ SOPHIE LEROY

Bachar el-Assad

Né le 11 septembre 1965 à Damas

1994 Il rentre en Syrie où son père le prépare à sa succession après la mort de son frère aîné.

2000 Président après la mort de son père, il libéralise timidement le régime : c'est le « printemps de Damas ».

2002 L'aile dure du régime stoppe cette démocratisation. Vague d'arrestations.

2005 Sous-pression internationale suite à l'assassinat de R. Hariri, il ordonne le retrait complet des troupes syriennes du Liban.

2008 N. Sarkozy l'invite à Paris, au sommet de l'Union pour la Méditerranée. Un ambassadeur américain est nommé à Damas après 6 ans d'absence.

18 mars 2011 Début des manifestations à Deraa, sévèrement réprimées. Le mouvement s'étend aux autres villes du pays.

18 août 2011 Après cinq mois de violences généralisées et de répression féroce, il annonce une trêve théorique fin des opérations militaires. Les leaders américain, britannique, français et allemand lui demandent de démissionner.

Fils de l'ancien président Hafez el-Assad, au pouvoir de 1970 à 2000. De confession alaouite, une branche de l'islam chiite minoritaire en Syrie. Son parti politique, le parti Baas, est le seul parti syrien autorisé.

REPÈRES

Bachar Al-Assad se destinait à l'ophtalmologie, étudiait à Londres, quand son frère aîné, Bassel, successeur présumé du père à la tête du pays, se tue en voiture. Après une formation militaire accélérée, Bachar est élu président, par référendum, en juillet 2000. Il a 34 ans et, est-ce son âge, sa présentation modeste mais, sur le moment, le jeune président tranche parmi les dictateurs des pays voisins. Le jeune homme, qui appartient à la minorité alaouite, promet au pays la modernité qu'il prétend incarner. Mais « le printemps de Damas » est de courte durée. L'année suivante, les prémices de libéralisation du pays sont stoppés. Bachar Al-Assad et, sans doute plus largement, son clan familial, révèlent leur vrai visage dictatorial, dans la continuité du père, Afez.

LES ACTEURS

LES ALAOUITES

La minorité alaouite, dont est issu Bachar Al-Assad, représente 13 % de la population mais détient tous les pouvoirs. Quelque 60 % des Syriens sont sunnites, ils sont à l'origine du soulèvement ; 10 % sont kurdes ; 9 % chrétiens.

UNE ARMÉE LIBRE

L'Armée syrienne libre (ASL) est formée de déserteurs de l'armée régulière. Elle compterait quelque 15 000 hommes et mène essentiellement des actions contre le parti Baas et les services de renseignement.

UN CONSEIL

Le Conseil national syrien (CNS) est le principal rassemblement d'opposition. Très hétérogène, il ne s'est constitué que début octobre. Mais s'est déjà doté d'un programme, avec pour objectifs la fin des Assad et le pluralisme.

ILS L'ONT DIT

« On ne tue pas sa population... Aucun gouvernement dans le monde ne tue son propre peuple, à moins d'être mené par un fou. J'ai fait de mon mieux pour protéger la population. »

Bachar Al-Assad, le 7 décembre, sur la chaîne américaine ABC News.

« Près de 5 000 morts, trois millions de Syriens affectés par la répression, d'innombrables exactions et crimes contre l'humanité quotidiens : combien de victimes faudra-t-il encore pour comprendre qu'Al-Assad doit partir ? »

Alain Juppé, hier, à Tripoli.

EN SAVOIR PLUS

LIRE

« Le tsunami arabe », par Antoine Basbous. Fayard. 19 €.

« Docteur Bachar, Mister Assad », par J.-M. Quémener.

Encre d'Orient. 18 €. ▶

PAGES RÉALISÉES PAR

ANNE-SOPHIE HACHE
SOPHIE LEROY

PHOTOS AFP

Nous écrire :

Endireplus@lavoixdunord.fr

SYRIE

100 km



FRANCE, SYRIE : ENTRE CHAUD ET FROID

Parmi les partisans d'une intervention onusienne, il y a la France. La Syrie n'hésite pas alors à sous-entendre des représailles. Le consulat de France a été la cible d'attaques. Vendredi dernier, ce sont des Casques bleus français qui sont victimes d'un attentat dans

le Sud Liban. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, pointe la Syrie : le Hezbollah « est son bras armé au Liban » et de réclamer hier encore le départ du président syrien. Il est loin le temps où Nicolas Sarkozy s'affichait au côté de Bachar Al-Assad au cours du défilé du 14 juillet 2008.

Deux cents Syriens seraient morts depuis début décembre, suite à la répression ou aux actions anti-Al-Assad de l'Armée syrienne libre. Le président, affaibli, compte sur le pourrissement de la situation.

Entre la France et la Syrie, les relations ont toujours alterné entre chaud et froid. « Chirac avait pris sous son ombrelle Bachar, avant même la mort de son père, rapporte Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes. Il l'a chouchouté jusqu'en 2005 et la mort de Rafic Hariri », ancien Premier ministre libanais et ami de Chirac. « C'est le retour de bâton. Jusqu'à l'arrivée de Nicolas Sarkozy qui veut rompre avec la politique chiraquienne. Il a réhabilité Assad mais celui-ci a oublié de renvoyer l'ascenseur. » Si, demain, le régime tombait, pour Antoine Basbous, la place de la France en Syrie serait « naturelle car c'est un voisin méditerranéen et la future Syrie aura besoin de se reconstruire. Les premiers dirigeants du Conseil national syrien sont à Paris ». ■ S. L.

QUESTIONS À

« Le pouvoir syrien se fissure et la

Qui sont les manifestants syriens ? Est-ce les mêmes qu'en Tunisie, Libye ou en Égypte ?

« C'est la même population qui se soulève : des peuples écrasés par des dictatures dynastiques installées depuis des décennies et qui concentrent tous les pouvoirs. Ce sont des peuples en colère. Pas des salafistes ou des islamistes mais des peuples épris de liberté qui ont enfin trouvé le courage de se soulever. Le succès tunisien a permis aux Syriens de surmonter le traumatisme du massacre d'Hama, en 1982 : la répression de ce soulèvement s'est jouée à huis clos et a fait 30 000 morts en cinq jours. Sans une image. »

Comment expliquer que le régime syrien résiste encore ?

« En Égypte et en Tunisie, il y a un minimum d'institutions. Quand la police n'a pu réussir à réprimer et que ces pays ont fait appel à l'armée, celle-ci a refusé. En Syrie, il n'y a aucune institution. La tribu des Assad tient tout à elle seule. Elle défend ses intérêts et ne se donne pas de ligne rouge. Elle pense qu'elle peut rééditer l'exploit d'Afez Al-Assad en 1982. Je pense le contraire. D'abord parce qu'il y a une délégitimation de pouvoir syrien auprès de la Ligue arabe et de la communauté internationale. Parce que l'économie flanche : l'absence de touristes coûte

dynamique est irréversible »

7 milliards de dollars à la Syrie, qui ne peut plus par ailleurs vendre son pétrole à l'Europe. Parce que les États arabes ne tremblent plus devant le terrorisme syrien. Parce qu'il y a de plus en plus de défections au sein de l'armée et que la communauté alaouite se désolidarise à son tour de Al-Assad. Le pouvoir syrien se fissure et la dynamique est irréversible. »

Ne craignez-vous pas, d'ici là, une guerre civile ?

« Nous sommes aux portes d'une guerre civile, à Homs notamment, entre les quartiers de la nouvelle ville, peuplés d'alaouites, et les quartiers anciens, peuplés de sunnites. Assad pense que si la contestation tourne à la guerre civile, ce sera à son avantage mais quand l'État joue le pourrissement, il joue contre lui-même. Et ce, même si Assad peut considérer qu'il a encore de beaux jours devant lui tant qu'Alep et Damas, les deux plus grosses villes du pays, ne sont pas touchées par la contestation. »

Pourquoi la Russie, La Chine, le Brésil... soutiennent-ils encore la non-intervention onusienne en Syrie ?

« La Russie a 3,5 milliards de dollars de dettes auprès de la Syrie, elle y a aussi une base navale et la Syrie est l'un de ses derniers clients de l'époque soviétique. La Chine, quant à elle, s'est sentie flouée après la résolution de l'ONU concernant la Libye. Elle estime qu'elle a été interprétée de

façon extensive pour se débarrasser de Kadhafi. Quant à l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, ce sont des pays qui, selon moi, se conduisent de manière irresponsable : ils sont candidats pour entrer au Conseil de sécurité de l'ONU mais se montrent indifférents au sort de la population syrienne. »

La Syrie se revendique laïque. Faut-il « craindre » une islamisation du pays si le régime tombe ?

« C'est une usurpation de parler de régime laïc. C'est un régime alaouite et, s'il tombe, le pouvoir reviendra aux sunnites. Les Frères musulmans ont le plus de chance d'accéder au pouvoir. Mais ils sont différents des Frères musulmans des années 70 et 80. Ils sont plus ouverts et ont été formatés par les pays qui les ont hébergés. Ils sont partisans d'une démocratie compatible avec une alternance, sur le modèle turc. » ■ RECUEILLI PAR S. L.

Antoine BASBOUS,
dirige l'Observatoire des pays arabes



« L'armée et la communauté alaouite ne voudront pas être tenus pour responsables du nombre de morts. »